



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
12 mai 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Quarante-neuvième réunion directive

Genève, 8 et 9 juin 2010

Point 2 a) de l'ordre du jour provisoire

Suivi de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) et préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés: Les principaux défis pour le développement des PMA*

Examen des résultats obtenus par les pays les moins avancés en termes de progrès structurels**

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Avant l'éclatement des récentes crises mondiales, les PMA en tant que groupe avaient réussi, pendant une longue période, à améliorer leur situation en termes de croissance économique, de stabilité macroéconomique, de commerce et d'investissement, ainsi que de flux et de soldes des ressources. Étant toutefois quelque peu asymétriques et fragiles, ces excellents résultats n'ont pas été porteurs de progrès structurels. Les changements se font toujours attendre, en particulier au niveau de l'investissement dans des secteurs productifs, de la diversification des échanges, du développement de l'infrastructure, des sciences et du renforcement des capacités d'innovation. Pour accélérer la transition vers des progrès structurels, il faut revoir les politiques de développement des PMA et de leurs partenaires de développement, compte tenu notamment de leurs récentes expériences en la matière et des problèmes engendrés par les crises énergétique, alimentaire et financière. La nouvelle trajectoire de développement des PMA doit être conçue de manière à inclure un cadre macroéconomique facilitateur, des actions novatrices au niveau intermédiaire et un nouveau train de mesures internationales d'appui répondant aux besoins spécifiques d'un groupe de PMA de plus en plus hétérogène.

* Le présent document a été soumis à la date indiquée du fait que l'ordre du jour provisoire a été approuvé par le Conseil du commerce et du développement le 15 avril 2010.

** Le présent document est une version abrégée du rapport de l'Équipe spéciale interdivisions de la CNUCED chargée de préparer la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA. Il a été établi en vue de la réunion directive du Conseil du commerce et du développement qui aura lieu à Genève, le 8 juin 2010.

I. Introduction

A. Contexte et objectifs

1. Alors que les 49 PMA regroupent actuellement 12 % de la population mondiale, dont la moitié vit dans l'extrême pauvreté, ils représentent moins de 2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et environ 1 % et 0,5 % du commerce mondial des biens et des services, respectivement. Leurs perspectives de développement sont limitées par plusieurs obstacles structurels d'ordre socioéconomique et géophysique qui les rendent extrêmement vulnérables aux chocs exogènes ainsi qu'aux contrecoups de toute perturbation environnementale. Le terrible tremblement de terre qui a récemment frappé Haïti et le tsunami qui a touché plus tôt les Samoa ont bien mis en évidence les vulnérabilités des PMA, à telle enseigne que, depuis la création de la catégorie des PMA au début des années 70, seuls deux pays en sont sortis, alors que le nombre initial de pays (25 États) a doublé.

2. Avant de concevoir un programme de développement international en faveur des PMA, il serait judicieux d'examiner les changements structurels qui y sont survenus depuis l'adoption, en 2001, du Programme d'action de Bruxelles. Le présent exercice constitue donc essentiellement une rétrospective stratégique des résultats obtenus par ces pays depuis dix ans. Les conclusions qui seront tirées contribueront à définir une vision concertée du développement qui permettra d'accélérer la transformation structurelle des PMA.

B. Méthodologie et portée

3. L'approche analytique adoptée dans le présent document s'inscrit dans le concept des «progrès structurels». Dans ce contexte, les expressions «transformation structurelle» et «changements structurels» (dans le sens positif du terme) ont été utilisées indifféremment. Le choix de ce concept de base s'explique par le fait qu'un PMA demeure dans la catégorie des PMA parce qu'il se heurte à divers handicaps ou obstacles structurels. Tous les progrès structurels constituent par conséquent des avancées irréversibles qui contribuent à abolir ces handicaps ou obstacles.

4. Les progrès structurels peuvent être définis comme un phénomène interdépendant qui fait intervenir des éléments nouveaux et complémentaires notamment pour accélérer la croissance économique, augmenter la formation de capital, accroître les compétences aux fins de la croissance de la productivité, améliorer l'apport de ressources intérieures et développer l'aptitude à faire face aux chocs exogènes. Ces éléments ont pour but d'accroître les capacités productives et la qualité de l'emploi, d'améliorer la composition de la production et de faciliter une réduction équitable de la pauvreté. Les changements structurels peuvent également mener à une spécialisation des exportations plus propice à l'atteinte des objectifs nationaux de développement. De ce point de vue, les progrès structurels peuvent être mesurés à l'aune d'un processus ou d'un ensemble de résultats.

5. Il pourrait s'avérer difficile d'identifier les progrès structurels qui ont été accomplis compte tenu des importantes différences qui existent entre les PMA et au sein d'entre eux. De plus, les progrès structurels, enjeu fondamental, doivent passer avant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'objectif consistant à sortir de la catégorie des PMA.

6. La portée du présent rapport est délimitée par le mandat de la CNUCED dans les domaines du commerce et du développement et des questions connexes. Les analyses effectuées aux fins du rapport se sont inspirées des idées exprimées dans diverses publications phare de la CNUCED et autres publications pertinentes. Par souci d'uniformité, ces analyses ont dans la mesure du possible été faites à partir de sources de données des Nations Unies.

7. Sept éléments du document tentent de mettre en évidence le rôle des progrès structurels dans divers domaines.

II. Tendances des indicateurs macroéconomiques sélectionnés

A. Résultats en termes de croissance économique

8. Les PMA ont connu leur plus forte croissance en 2005 et 2006, alors que leurs taux de croissance ont dépassé l'objectif de 7 % énoncé dans le Programme d'action de Bruxelles. Leur population ayant toutefois augmenté encore plus rapidement, la croissance par habitant a été plus modeste. Cependant, les PMA n'ont pas tous enregistré d'aussi bons résultats ces dix dernières années, et d'importantes différences persistent entre certains groupes de PMA (voir le tableau 2.1).

9. Les PMA exportateurs de pétrole ont ainsi connu une croissance de 9,1 % entre 2001 et 2009, alors que ceux dont l'économie repose sur les produits manufacturés ou les minéraux ont enregistré une croissance de 5,7 % et de 5,4 %, respectivement. Grâce aux pays exportateurs de pétrole, les taux de croissance des PMA africains étaient supérieurs au taux moyen de la catégorie des PMA. La récente envolée des prix des produits de base a stimulé la croissance des secteurs non manufacturiers (activités extractives et de construction). Les modestes résultats obtenus par les PMA exportateurs de carburants et de minéraux en 2009, ainsi que la récente performance des pays exportateurs de produits agricoles et alimentaires, sont étroitement liés aux fluctuations de la demande globale et des prix mondiaux.

Tableau 2.1

Taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant dans les PMA

(Taux de croissance annuels moyens)

	PIB réel					PIB réel par habitant				
	2001-2009	2001-2006	2007	2008	2009 (est.)	2001-2009	2001-2006	2007	2008	2009 (est.)
Tous les PMA	7,1	6,9	8,4	7,0	4,1	4,6	4,4	5,9	4,6	1,7
PMA africains et Haïti	7,7	7,5	9,1	7,9	3,5	4,8	4,6	6,2	5,0	0,7
PMA africains et Haïti, à l'exclusion des pays exportateurs de pétrole	5,9	5,5	6,5	6,7	4,2	3,0	2,6	3,7	3,9	1,5
PMA asiatiques	6,0	5,7	7,0	5,2	5,5	4,2	3,9	5,2	3,5	3,7
PMA insulaires	6,2	7,5	6,4	4,4	0,0	3,8	5,2	3,8	2,0	-2,3
Autres pays en développement	6,3	6,4	7,6	5,4	1,5	4,9	5,0	6,3	4,1	0,3
PMA selon la spécialisation des exportations										
Exportateurs de produits agricoles et alimentaires	8,2	8,6	9,8	6,6	8,4	5,0	5,2	6,4	3,4	5,0
Exportateurs de carburants	9,1	9,1	11,3	8,2	2,7	6,9	6,8	9,2	6,1	0,7
Exportateurs de produits manufacturés	5,7	5,5	6,3	5,8	4,3	3,8	3,5	4,4	4,0	2,6
Exportateurs de minéraux	5,4	5,5	5,0	5,6	3,1	2,6	2,6	2,3	2,8	0,4
Exportateurs de services	6,6	5,8	7,9	7,8	5,1	3,8	3,1	5,1	4,9	2,2

Source: Globstat (CNUCED) et Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2009 (FMI).

10. Le modèle de croissance tirée par les exportations que de nombreux PMA ont adopté a donné des résultats variés, sept PMA (Angola, Bangladesh, Cambodge, Guinée équatoriale, Soudan, Tchad et Yémen) étant à eux seuls responsables de 74 % des exportations en provenance de PMA en 2008, et les PMA exportateurs de pétrole, de 62 % des exportations en provenance de PMA. Les perspectives de croissance à long terme des PMA sont menacées par le nombre relativement élevé de conflits et de catastrophes naturelles et par la volatilité des marchés.

B. Changements survenus dans la composition du PIB

11. Le PIB des PMA demeure dominé par les services (43 %), suivis par les activités industrielles (31 %), généralement liées aux activités extractives, et enfin par l'agriculture, dont le poids a diminué au fil des ans pour atteindre 26 % du PIB pour la période 2006-2008 (voir le tableau 2.2). Ces moyennes masquent les écarts considérables qui existent entre les PMA et les différentes composantes du PIB. La part des activités manufacturières dans le PIB stagne depuis dix-huit ans. Seuls les PMA asiatiques, tirés par leur spécialisation dans les produits manufacturés techniquement peu sophistiqués (principalement des textiles), ont accompli des progrès marginaux. Comparativement à la décennie précédente, la moitié des PMA ont connu une désindustrialisation, comme l'indique la diminution de la part des produits manufacturés dans la production totale, et 18 PMA ont vu la part de l'agriculture dans le PIB progresser.

Tableau 2.2

Composition du PIB, par secteur

(En pourcentage de la valeur ajoutée totale)

	1990-1992	2000-2002	2006-2008
PMA			
Agriculture	36	30	26
Industrie	21	25	31
Dont l'industrie manufacturière	10	10	10
Services	43	44	43
PMA africains			
Agriculture	37	32	28
Industrie	21	25	32
Dont l'industrie manufacturière	9	8	8
Services	42	43	40
PMA asiatiques			
Agriculture	33	27	23
Industrie	21	26	29
Dont l'industrie manufacturière	11	12	13
Services	44	45	47
PMA insulaires			
Agriculture	28	21	22
Industrie	14	14	14
Dont l'industrie manufacturière	7	7	6
Services	58	64	64

Source: Globstat (CNUCED).

12. Ce schéma sectoriel de croissance montre que ces pays n'ont pas réussi à développer leurs capacités productives ni à moderniser leur économie d'une manière qui aurait pu permettre une transition structurelle vers une économie davantage axée sur les activités manufacturières. En outre, les lents changements structurels observés ne permettent pas de satisfaire pleinement aux demandes du marché du travail.

C. Solde des ressources

1. Ressources fiscales

13. Les recettes fiscales des PMA sont passées de 13 % du PIB en 2001 à 16,3 % en 2007, dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Les données obtenues révèlent que les PMA continuent de compter davantage sur les taxes provenant du commerce international que sur celles perçues au niveau national. Les recettes fiscales du commerce international représentaient 5 % du PIB en 2007, soit une augmentation par rapport au chiffre de 3,5 % enregistré en 2001.

a) Malgré les efforts considérables que les PMA ont accomplis pour libéraliser les échanges vers la fin des années 80 et dans les années 90, les recettes tirées des importations représentaient encore 35 % des rentrées fiscales des PMA en 2007, alors que les taxes à l'exportation ne représentaient qu'un maigre 1,7 %;

b) Les impôts prélevés sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital sont demeurés stables depuis 2001, représentant 25 % des recettes fiscales totales et 15 % des recettes publiques en 2007;

c) La part des taxes sur les biens et services – qui incluent la taxe générale sur les ventes, l'impôt sur le chiffre d'affaires, la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes sur les services et les activités extractives – dans les recettes fiscales totales n'a que peu augmenté au fil des ans, passant de 23 % en 2001 à 25,6 % en 2007.

2. Balances des opérations courantes et soldes du compte d'exploitation

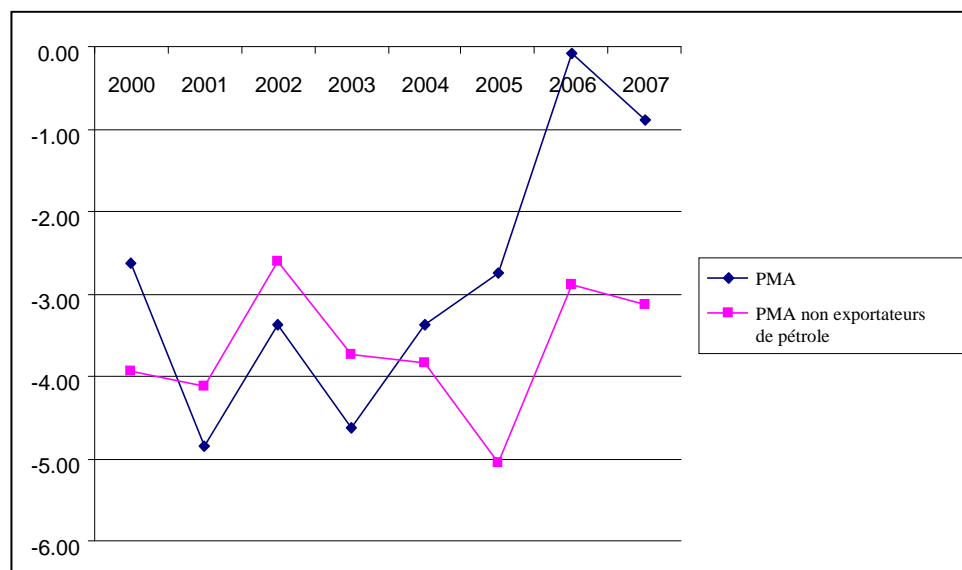
14. Les PMA ont réussi à améliorer leur situation macroéconomique depuis le début des années 2000 après avoir procédé à un rééquilibrage radical que tous jugeaient nécessaire. L'essor des exportations, stimulé par les prix des produits de base et, dans certains cas, les importants transferts de fonds provenant de personnes travaillant à l'étranger, ont permis de considérablement améliorer la balance des opérations courantes, la faisant passer de -4,8 % du PIB en 2001 à -0,9 % en 2007 (voir la figure 2.1). Si l'on exclut les pays exportateurs de pétrole, on constate que la balance des opérations courantes des autres PMA n'a pas beaucoup progressé au fil du temps, bien qu'elle indique une tendance ascendante. Alors que les PMA asiatiques et les PMA insulaires enregistrent un excédent courant depuis le milieu des années 2000, leurs homologues africains affichent toujours un déficit courant.

15. Les données ventilées qui sont disponibles pour six PMA¹ indiquent que leur équilibre budgétaire s'est amélioré ces dix dernières années.

¹ Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Madagascar, Mali et Niger.

Figure 2.1

Balances des opérations courantes des PMA et des PMA non exportateurs de pétrole
(En pourcentage du PIB)



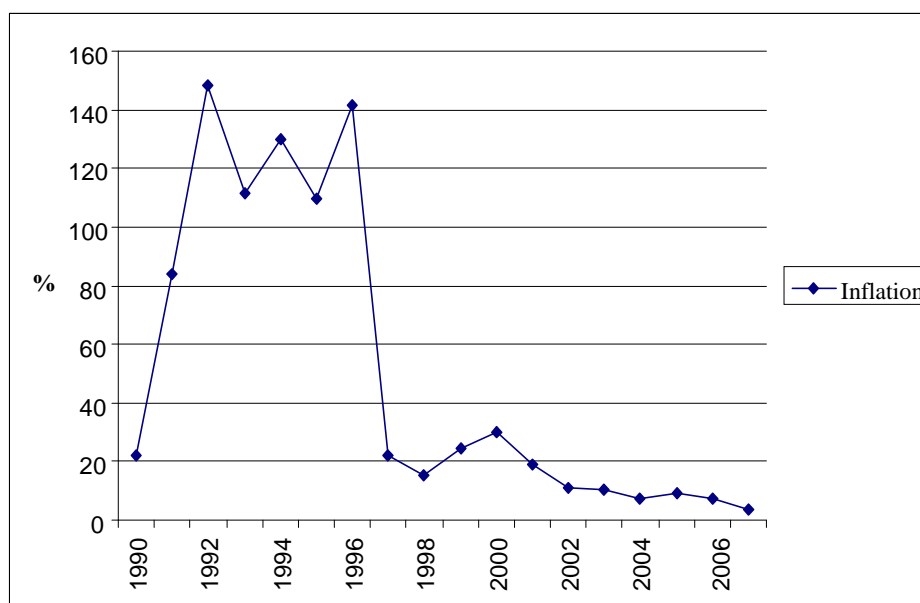
Source: Globstat (CNUCED).

D. Inflation

16. Les taux d'inflation moyens, très élevés, qu'affichaient les PMA dans les années 90 avaient radicalement chuté au début des années 2000, ce qui a contribué à stabiliser les prix intérieurs, à attirer les investisseurs étrangers et à réduire le loyer de l'argent, créant ainsi un climat plus propice à une croissance économique soutenue et à la création d'emplois.

Figure 2.2

Inflation dans les PMA (1990-2007)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

E. Emploi et pauvreté

17. Depuis dix ans, les données disponibles indiquent que les PMA n'ont pas réalisé les avancées sociales et professionnelles que les taux de croissance élevés laissaient présager. Les informations sur 13 PMA portent à croire que les emplois dans le secteur agricole représentent encore entre un tiers et 80 % de l'emploi total, dépendamment du pays et de sa spécialisation, alors que les emplois dans le secteur industriel ne semblent pas représenter plus de 10 % de l'emploi total.

18. Les estimations qui ont été faites au sujet de l'évolution des taux de pauvreté ces dix dernières années ont envoyé des messages contradictoires. Une étude a ainsi déterminé que la pauvreté avait diminué beaucoup plus, et plus rapidement, depuis 1995 que ce qui avait été prévu, laissant pour la première fois présager la possibilité que les PMA atteignent l'OMD en matière de pauvreté². En revanche, la CNUCED a estimé que les progrès accomplis en vue de réduire l'extrême pauvreté avaient été lents, beaucoup plus lents que ce qu'il fallait pour atteindre les OMD, et que le taux de réduction de la pauvreté avait cessé de s'accélérer depuis 2000³.

19. Alors que la moyenne du coefficient de Gini du groupe est demeurée stable à environ 0,4, bon nombre de pays ayant renoué avec un cercle vertueux de croissance ont connu une détérioration de la répartition des revenus.

F. Crises et lendemains de crises

20. Depuis l'an 2000, les PMA ont été frappés par trois crises différentes: la crise énergétique, la crise alimentaire et la crise financière/économique. Les PMA financièrement démunis ont résisté aux deux premières crises en augmentant temporairement leur déficit budgétaire et en réduisant d'autres dépenses – la plupart liées aux services sociaux – pour payer leurs factures de carburants et de produits alimentaires. Les six PMA exportateurs de pétrole⁴ ont été les seuls à bénéficier de la hausse (temporaire) des cours du pétrole, alors que tous les PMA – même les exportateurs de produits alimentaires – ont été touchés à des degrés divers par la flambée des prix des aliments et des carburants. L'augmentation des prix de ces produits a non seulement affecté les finances publiques mais a aussi mis en péril les revenus et les économies des ménages démunis.

21. Lorsque la récente crise financière/économique a secoué le monde, bon nombre des pays les plus pauvres avaient estimé qu'ils seraient les plus durement touchés. Une étude avait aussi conclu que cette crise allait faire augmenter le nombre de démunis de 6,1 millions dans les PMA africains et de 1,2 million dans les PMA asiatiques d'ici à 2010⁵.

22. Le Fonds monétaire international (FMI) avait quant à lui indiqué que la croissance du PIB réel des pays d'Afrique subsaharienne avait été meilleure que ce qui avait été anticipé (1,6 %), et il avait prévu une forte reprise pouvant atteindre 4,3 % d'ici à 2010. Selon certains pays, de tels résultats s'expliquent par le fait qu'ils ont amélioré leur gestion

² Pinkovskiy M. et Sala-i-Martin X. (2010). African poverty is falling ... much faster than you think! NBER Working Paper No. 15775.

³ CNUCED (2008). *Rapport 2008 sur les pays les moins avancés: Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.08.II.D.20. New York et Genève.

⁴ Angola, Guinée équatoriale, Soudan, Tchad, Timor-Leste et Yémen.

⁵ Karshenas M. (2009). The impact of the global financial and economic crisis on LDC economies. UN-OHRLSS Technical Report. New York.

macroéconomique, que les banques sont bien dotées en capital et moins endettées, que les marchés d'exportation ont été diversifiés en faveur des pays émergents, que les revenus provenant des envois de fonds sont constants et que des politiques anticycliques et des programmes de protection sociale ont été rapidement mis en place. Ce signe d'une meilleure capacité d'adaptation aux chocs ne devrait toutefois pas occulter l'enjeu fondamental qui consiste à réaliser des progrès structurels dans les PMA.

23. Il reste à savoir pourquoi l'amélioration apparente de la situation macroéconomique des PMA et de leur capacité d'adaptation aux chocs exogènes éventuels ne s'est pas traduite par une affectation des ressources dans des secteurs plus productifs et, en conséquence, par des progrès structurels.

III. Progrès structurels dans les PMA: Expériences variées

24. L'hétérogénéité croissante des PMA nous oblige à procéder à un examen différencié des progrès structurels qui ont, ou non, été réalisés dans ce groupe. Les quelques indicateurs mondiaux dont nous disposons, dont le taux brut de scolarisation au niveau secondaire et le taux de pénétration d'Internet, permettent de bien évaluer dans quelle mesure les PMA ont accru leurs capacités. Un examen simultané des différents indicateurs révèle que moins d'un tiers des PMA ont accru leurs capacités de manière significative.

25. Dans leur quête de développement, la plupart des PMA cherchent à spécialiser davantage leurs exportations, en augmentant la compétitivité des activités existantes, ou à diversifier leurs activités. Une spécialisation plus grande entraîne souvent des avantages socioéconomiques, notamment grâce à l'établissement de liens intersectoriels qui contribueront à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être. Les ressources naturelles et le patrimoine culturel/éducatif sont des dénominateurs communs de la spécialisation des PMA sur le plan économique et des exportations. Une analyse détaillée des changements survenus ces dix dernières années dans les PMA au chapitre de la spécialisation des exportations fait apparaître les pratiques globales suivantes, avec quelques variations d'un pays à l'autre:

a) Six pays sont toujours spécialisés dans l'agriculture ou la forêt (principalement à des fins d'exportation) et n'ont pas connu de changements structurels majeurs: Burkina Faso, Burundi, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Malawi, Somalie et Timor-Leste;

b) Sept PMA combinent toujours diverses activités allant de l'agriculture, de la pêche ou des activités extractives à des activités manufacturières légères et/ou à des services (Afghanistan, Bénin, Éthiopie, Libéria, Mali, Mauritanie et Ouganda);

c) Six pays ont continué à exploiter leurs ressources minérales et n'ont pas connu de changement important sur le plan de la spécialisation de leurs exportations: Guinée, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Zambie;

d) Cinq PMA sont entièrement spécialisés, ou sur le point de l'être, dans les hydrocarbures (Angola, Guinée équatoriale, Soudan, Tchad et Yémen). La spécialisation rapide dans les exportations de pétrole n'a, dans aucun de ces pays, procuré de bienfaits largement partagés par la population;

e) Quatre pays ont accompli d'importants progrès vers une spécialisation dans les textiles (vêtements et autres produits textiles), un secteur qui représente souvent plus de la moitié des exportations totales de biens et de services (Bangladesh, Cambodge et Lesotho);

f) Ce sont les activités manufacturières et les activités de services qui dominent au Bhoutan, en Mozambique et au Togo;

g) Le secteur des exportations de neuf pays est notablement dominé par l'industrie du tourisme (Comores, Gambie, Maldives, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Vanuatu);

h) Djibouti et l'Érythrée se sont spécialisés dans les services portuaires et les services liés aux transports;

i) Quatre pays ont exercé, jusqu'en 2008 ou 2009, un mélange équilibré d'activités primaires ou manufacturières et d'activités liées aux services (Haïti, Madagascar, Myanmar et République démocratique populaire lao);

j) Enfin, deux pays (Kiribati et Tuvalu) demeurent des exemples classiques d'économies de rente, c'est-à-dire des économies dont les revenus proviennent de biens présentant des caractéristiques géographiques uniques ou exotiques, par opposition aux capacités productives endogènes.

26. Seulement 12 des 49 PMA se sont manifestement spécialisés assez rapidement, même si cette spécialisation a eu une incidence inégale sur leurs niveaux de vie. Il s'agit des pays qui ont choisi d'axer leurs exportations sur les textiles et le tourisme. À la fin de la période visée par l'examen, les recettes d'exportation de 18 PMA semblent principalement provenir de trois secteurs, à savoir les hydrocarbures, les textiles et le tourisme, avec des conséquences économiques variées. Ainsi, les pays dont l'économie repose sur les hydrocarbures ont connu une rapide augmentation du niveau de revenu par habitant qui n'était pas attribuable à une croissance des capacités nationales. Dans le cas des économies axées sur les textiles et les produits manufacturés peu sophistiqués techniquement, quelques progrès structurels ont été observés suite à la création de nouveaux emplois. Enfin, l'examen a permis de constater que la prépondérance des activités de tourisme pouvait entraîner de spectaculaires hausses de revenus et avancées sociales, mais que l'amélioration globale du niveau de vie dépendait des répercussions sur les autres secteurs de l'économie.

A. Progrès structurels, sortie de la catégorie des PMA et OMD

27. Bien que les véritables progrès structurels permettent presque assurément de se rapprocher des seuils de sortie de la catégorie des PMA, l'inverse n'est pas vrai parce que le revenu par habitant peut croître rapidement (critère de sortie essentiel) alors que le pays sortant de cette catégorie demeure très vulnérable sur le plan économique. D'autre part, des progrès structurels seront probablement accomplis à mesure que le pays réalise des OMD, alors que les avancées obtenues dans le cadre de ces objectifs ne garantissent aucun progrès structurel. Seul ce dernier critère est réellement important pour améliorer durablement la situation socioéconomique.

28. Seulement trois pays sont actuellement en voie d'être radiés de la catégorie des PMA, alors que 10 autres se sont considérablement rapprochés des seuils de sortie et que sept pays peuvent être considérés comme des candidats à la radiation à long terme (voir le tableau 3.1). Pour être radié, un PMA doit satisfaire au moins à deux des trois critères de sortie (le revenu par habitant, l'indice du capital humain et l'indice de vulnérabilité économique), pendant deux examens triennaux consécutifs. Les Nations Unies ont souligné l'importance de ménager une transition sans heurt aux pays qui sortiront de la catégorie des PMA, et ce durant la période de transition de trois ans qui précédera la radiation.

Tableau 3.1
Les perspectives de radiation de 20 PMA

<i>Pays sortant de la catégorie des PMA (date de radiation)</i>	<i>Pays ayant déjà satisfait à un critère de sortie et cherchant à satisfaire à un deuxième critère à moyen terme</i>	<i>Pays ayant montré des signes de progrès vers un ou deux des critères de sortie à long terme</i>
Guinée équatoriale (à déterminer)	Angola	Cambodge
Maldives (2011)	Bangladesh	Comores
Samoa (à déterminer)	Bhoutan	République démocratique populaire lao
	Kiribati	Mauritanie
	Lesotho	Îles Salomon
	Myanmar	Timor-Leste
	Népal	Yémen
	Sao Tomé-et-Principe	
	Tuvalu	
	Vanuatu	

Source: CNUCED, sur la base d'un contrôle continu de l'évolution des PMA par rapport aux critères d'inclusion.

IV. Intégrer l'économie mondiale: Résultats commerciaux des PMA

A. Résultats commerciaux individualisés

1. Rôle du commerce

29. Depuis dix ans, les PMA ont enregistré d'excellents résultats commerciaux grâce à la forte progression des prix internationaux et aux volumes croissants des exportations, tirées par une demande internationale en constante augmentation. Le total des échanges des PMA est passé d'un peu plus de 50 % du PIB en 2000-2002 à environ 70 % en 2006-2007 (voir le tableau 4.1), mais il représente toujours moins de 1 % du commerce mondial. Cette décennie a été marquée par de forts taux de croissance des importations et des exportations, le second taux augmentant plus rapidement (de 20 % chaque année durant la période visée) que le premier. L'excédent commercial des pays exportateurs de pétrole a permis au groupe des PMA de réduire son déficit commercial et, par le fait même, de camoufler la détérioration de la balance commerciale des autres pays. Compte tenu des caractéristiques géographiques des PMA insulaires, il n'est pas surprenant de constater que leur PIB est trop tributaire du commerce (des services).

Tableau 4.1
Commerce des biens et services dans les PMA
 (En pourcentage du PIB)

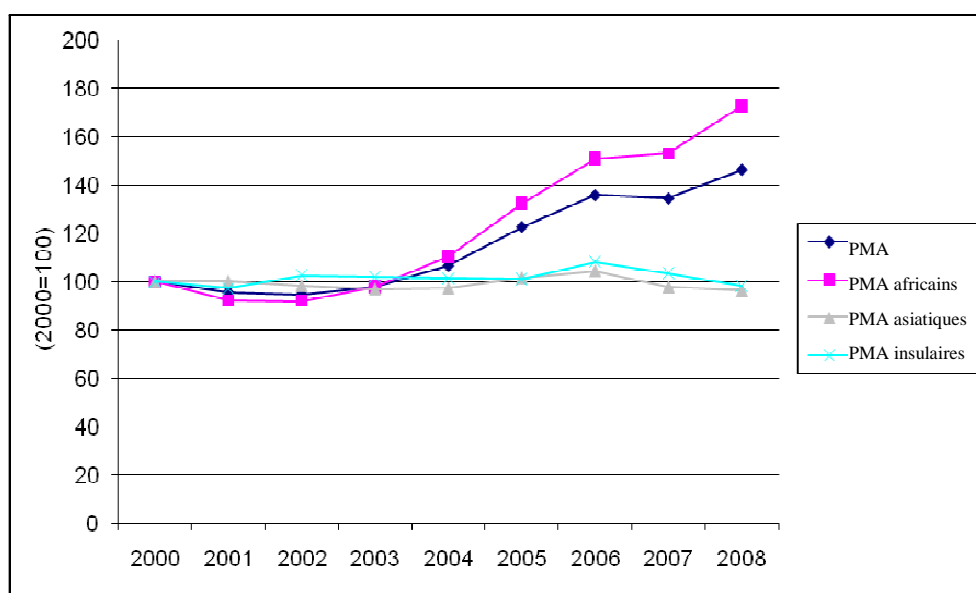
Variables	Période visée	Groupes de PMA				
		PMA	PMA africains	PMA africains non exportateurs de pétrole	PMA asiatiques	PMA insulaires
Total des échanges	2000-2002	54,7	58,1	50,3	48,8	119,5
	2006-2007	70,1	76,7	61,9	57,6	112,5
Exportations	2000-2002	23,8	25,0	19,4	21,8	47,4
	2006-2007	34,4	38,7	24,0	26,7	40,1
Importations	2000-2002	30,9	33,1	30,9	27,0	72,0
	2006-2007	35,7	38,0	37,9	30,8	72,4

Source: Globstat (CNUCED).

2. Termes de l'échange

30. Les termes nets de l'échange des marchandises pour les PMA en tant que groupe se sont nettement améliorés entre 2000 et 2008 (voir la figure 4.1). Ces excellents résultats sont imputables à la performance des PMA africains, dont les termes de l'échange sont étroitement liés à l'évolution des prix des produits de base. La stagnation des termes de l'échange des PMA asiatiques et des PMA insulaires dans les années 2000, comparativement à l'amélioration des termes de l'échange des PMA en tant que groupe, s'explique par le fait que l'avantage relatif des PMA est passé des produits manufacturés et des services aux produits de base.

Figure 4.1
Indices des termes de l'échange



Source: Globstat (CNUCED).

3. Composition de la production

31. Les exportations des PMA se limitent presque exclusivement à quelques produits (voir la section V). Cette concentration structurelle a toujours nuit aux PMA et la récente évolution des prix des produits de base a renforcé cette tendance en accroissant le poids de ces produits et en décourageant toute tentative de diversification économique. Comme l'indique le tableau 4.2, les PMA ont accentué cette concentration dans le cas des exportations de carburants, celles-ci passant d'environ 40 % des exportations totales en 2000-2002 à 59,4 % en 2007-2008, tandis que la part des exportations de produits manufacturés avait diminué, représentant 29 % en 2000-2002 avant de chuter à 19 % en 2007-2008. Cette évolution est attribuable à l'envolée des prix des produits de base, qui a dopé les exportations de carburants et de minéraux, à la concurrence internationale accrue concernant les produits manufacturés peu sophistiqués techniquement et à fort coefficient de main-d'œuvre ainsi qu'à la chute des prix qui a suivi.

32. Comparativement à la hausse du commerce des marchandises (25,2 %), l'augmentation des exportations de services par les PMA a été plus modeste (15,2 %), de 7,6 milliards de dollars en 2001 à 18,5 milliards de dollars en 2008. Cette année-là, les exportations de services (principalement des services touristiques) représentaient 3,6 % du PIB des PMA. Certains d'entre eux, surtout les petits pays insulaires, dépendent plus que d'autres des recettes tirées des services.

Tableau 4.2

Composition des exportations de marchandises en provenance des PMA, par catégorie (En pourcentage des exportations totales)

Variables	Période visée	Groupes de PMA				
		PMA africains	PMA africains exportateurs de pétrole	PMA asiatiques	PMA insulaires	PMA autres
Produits de base, à l'exclusion des carburants	2000-2002	30,2	40,4	72,9	14,2	62,6
	2007-2008	21,2	22,2	72,6	17,5	75,7
Carburants	2000-2002	39,5	48	5,3	27,2	0,1
	2007-2008	59,4	70,5	6	27,3	0,9
Produits manufacturés	2000-2002	29,1	10,2	20,2	57,8	33,4
	2007-2008	18,6	6,3	20,2	54,7	21,4
Dont les textiles	2000-2002	24,5	7,7	14,4	50,2	15,7
	2007-2008	14,3	3,2	10,8	47,1	0,6

Source: Globstat (CNUCED).

4. Commerce et crise financière dans les PMA

33. La réduction de la demande globale engendrée par la crise financière qui a touché le monde entier, associée au tarissement des crédits commerciaux, a entraîné une forte contraction du commerce international des biens et des services qui n'a pas épargné les PMA (voir la section II). Selon une étude, la valeur des exportations en provenance des PMA a chuté de plus de 43 % durant les deux premiers trimestres de 2009 par rapport au premier semestre de 2008⁶. Certains produits ont été plus touchés que d'autres durant la

⁶ Centre du commerce international (CCI) (2010). ITC trade map factsheet: LDC trade recovery in 2009. www.intracen.org.

crise, en raison d'une baisse des prix (dans le cas des carburants et des minéraux) et/ou d'une réduction de la demande. Si l'on exclut les carburants et les minéraux, victimes de l'instabilité des prix, on constate que les exportations des PMA ont diminué de 13,5 %. La crise et la baisse des exportations qui a suivi semblent s'être stabilisées au cours du premier trimestre de 2009. Le marché des produits de base a ainsi été le premier à connaître un rebond.

34. Les répercussions commerciales que la crise a eues sur les PMA ont été exacerbées par la concentration des exportations, une concurrence accrue sur le marché des produits manufacturés à fort coefficient de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée, la mise à pied de travailleurs expatriés dans les pays développés et en développement affectés et la baisse du nombre de touristes. Les envois de fonds des travailleurs expatriés ont toutefois mieux résisté à la crise que les recettes provenant des exportations de marchandises.

B. Nouveaux marchés et importance croissante du Sud

35. La valeur totale des marchandises exportées entre des pays en développement a plus que triplé entre 2001 et 2007, passant de 752 milliards à 2 400 milliards de dollars. La valeur des exportations des PMA vers les marchés du Sud a aussi considérablement augmenté, et la part marginale qu'ils détenaient dans le commerce Sud-Sud est passée de 1,7 % en 2001 à 2,4 % en 2007. Comme l'indique le tableau 4.3, 50 % des exportations des PMA (principalement des carburants et des minéraux) sont destinées aux marchés des pays en développement, alors que ce chiffre était inférieur à 40 % en 1995-1996. Bien que la part des exportations des PMA destinées aux pays développés ait diminué, passant d'environ 60 % en 1995-1996 à 47,8 % en 2007-2008, ces marchés plus matures continuent à absorber la grande majorité des produits manufacturés des PMA, ce chiffre étant passé de 67 % en 1995-1996 à 75,8 % en 2007-2008.

Tableau 4.3

Destination des exportations des PMA, par secteur

Variables	Pays développés		Pays en développement		Dont la Chine	
	1995-1996	2007-2008	1995-1996	2007-2008	1995-1996	2007-2008
Totalité des produits	59,6	47,8	38,8	50,3	4,1	23
Produits de base	56,5	41,3	38,8	56,9	5	28,1
Produits de base, à l'exclusion des carburants	56,3	42	37,8	53,5	1,6	10
Produits manufacturés	67	75,8	27,6	22,9	0,6	1,4

Source: Globstat (CNUCED).

36. En 2008, la Chine a remplacé l'Union européenne (UE) comme principal importateur des produits en provenance des PMA, alors qu'il achetait environ 23 % (principalement des carburants et des minéraux) de leurs exportations en comparaison de 21 % pour l'UE (principalement des produits manufacturés). D'autres pays en développement, tels que l'Inde et la Thaïlande, importent davantage de produits originaires des PMA qu'auparavant.

37. En termes de valeur, 73 % des produits des PMA exportés vers les pays en développement étaient admis en franchise de droits, principalement parce qu'ils bénéficiaient du traitement favorable accordé aux exportations de carburants et de minéraux. Alors que le droit moyen imposé aux PMA dans les pays en développement était

de 12 % en 2006, les exportations agricoles étaient assujetties à des taux de droits beaucoup plus élevés que ceux appliqués aux produits non agricoles⁷. Ces chiffres illustrent bien la grande diversité des droits affectant le commerce Sud-Sud et le fort potentiel d'amélioration de l'accès aux marchés des pays en développement pour les PMA.

C. Participation au système commercial international

38. Les conditions d'accès aux marchés consenties aux PMA se sont améliorées au fil des ans grâce aux préférences commerciales accordées par les pays développés et en développement (en particulier le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde), et ce bien qu'une série d'accords multilatéraux et régionaux ait entraîné une érosion des préférences pour les PMA. Les résultats du Cycle de Doha lancée par l'OMC demeurent incertains. Les principales questions en suspens incluent l'admission en franchise, un accès sans contingent pour tous les produits en provenance des PMA, la simplification des règles d'origine, les mesures non tarifaires et les normes, une dérogation accordant des préférences au titre des services ainsi qu'un processus d'accession accéléré pour les PMA.

39. Le nombre d'accords régionaux Sud-Sud a radicalement augmenté depuis dix ans. Entre 1990 et 2003, 70 nouveaux accords commerciaux Sud-Sud ont en effet été conclus, dont 30 entre des pays africains voisins⁸. Alors que les accords régionaux entre pays asiatiques visent principalement à faciliter les échanges, ceux conclus entre des PMA africains ont surtout pour objectif de réduire le nombre de mesures commerciales protectionnistes entre les Parties⁹. La mise en œuvre des accords de partenariat économique intervenus entre les cinq principaux arrangements africains et l'UE permettra de libéraliser encore davantage le commerce entre l'UE et le continent africain, mais sur une base réciproque.

40. Les diverses expériences analysées nous portent à croire qu'un meilleur accès aux marchés ne suffirait pas à lui seul à stimuler les capacités productives nationales pour entraîner des changements structurels dans les PMA. Il faut non seulement rétablir un équilibre entre les demandes extérieure et intérieure, mais aussi adopter des politiques spécifiques axées sur l'offre pour réduire les contraintes nationales et accroître les débouchés de production existants.

V. Dépendance à l'égard des produits de base

A. Accroissement de la dépendance à l'égard des produits de base

41. Les données disponibles les plus récentes indiquent que les PMA, en tant que groupe, sont devenus de plus en plus dépendants des produits de base entre 2000 et 2008, l'importance relative de ces derniers par rapport aux produits manufacturés allant croissant. Cela s'explique en grande partie par la hausse des prix des produits de base pendant cette période et par l'accroissement du volume de leurs exportations résultant de la demande internationale (voir la section IV).

⁷ OMC (2010). Accès aux marchés pour les produits et services dont l'exportation présente un intérêt pour les pays les moins avancés. WT/COMTD/LDC/W/46/Rev.1.

⁸ Yang Y. et Gupta S. (2005). Regional trade arrangements in Africa: past performance and the way forward. IMF Working Paper WP/05/36.

⁹ Borgatti (forthcoming). Economic integration in sub-Saharan Africa. In: Jovanovic M, ed. *International Handbook of Economic Integration*. London, Edward Elgar.

42. La dépendance à l'égard de quelques produits de base (voire d'un seul d'entre eux) est traditionnellement une caractéristique importante de la structure des exportations de produits de base des PMA. Les données dont on dispose laissent entrevoir un modèle marqué par une concentration de plus en plus forte des exportations, un petit nombre de produits représentant le gros des recettes d'exportation. Selon l'indice de concentration d'Herfindahl-Hirschmann, la concentration des échanges serait passée de 0,33 en 2000 à 0,54 en 2008. Toutefois, cette tendance générale masque de fortes variations d'une région à l'autre. La hausse globale du degré de concentration des exportations est principalement le fait des PMA africains, dont l'indice a augmenté de 0,73 sur la période 2000-2008, tandis que les PMA asiatiques affichaient un recul de la concentration de leurs exportations.

43. La part des exportations revenant exclusivement aux catégories d'exportations les plus importantes fournit une autre mesure du degré de concentration du commerce. Le tableau 5.1 montre que 14 pays sur 23 ont accru leur dépendance à l'égard d'un seul produit d'exportation (exprimée en tant que part du total des exportations de produits de base) au cours de la dernière période visée. Bien que reposant sur des facteurs prix, cette constatation corrobore l'opinion selon laquelle les PMA en tant que groupe sont devenus de plus en plus tributaires des produits de base en termes de recettes d'exportation, ce qui les rend plus vulnérables à l'instabilité des prix.

B. Contraintes intérieures et extérieures

44. Sur le plan intérieur, la diversification horizontale et verticale privilégiant la production de produits à plus forte valeur ajoutée a été structurellement freinée par un certain nombre de contraintes pesant sur l'offre, notamment les insuffisances de l'infrastructure, la rareté des services d'appui, le caractère rudimentaire de la technologie, le manque d'accès au crédit et des économies d'échelle inexploitées.

45. Pour résoudre ces problèmes, un programme intégré de mesures concernant l'offre doit prévoir:

a) Le renforcement des capacités institutionnelles: à la lumière des problèmes structurels rencontrés et au lendemain de la récente crise économique et financière, le besoin d'interventions plus directes des pouvoirs publics dans la gestion de l'économie peut s'avérer pressant;

b) La mise en commun et l'alignement des ressources financières: les deux plus grands défis que les PMA doivent relever sont l'alignement des flux d'aide sur les priorités fixées dans leurs stratégies nationales de développement et une mobilisation accrue des ressources intérieures;

c) Une plus grande efficacité des processus d'intégration économique régionale, afin de surmonter les contraintes imposées par l'étroitesse des marchés intérieurs et de tirer parti des économies d'échelle inexploitées, notamment sur le plan du développement technologique.

46. Les politiques nationales de diversification des exportations menées dans les PMA ont peu de chances d'être efficaces si elles ne s'accompagnent pas de mesures complémentaires prises au niveau multilatéral pour surmonter ces deux séries de contraintes. À cet égard, il convient de faire la distinction entre les conditions d'accès aux marchés (traitées à la section IV) et les véritables obstacles à cet accès, dus aux caractéristiques structurelles des chaînes d'approvisionnement et des marchés, notamment d'importants obstacles structurels (coûts irrécupérables, économies d'échelle, etc.) et comportementaux (abus de position dominante par les entreprises en place, par exemple).

Tableau 5.1
Évolution de la dépendance à l'égard des exportations d'un seul produit de base entre 2000-2002 et 2006-2008

Pays	2006-2008			2000-2002			Hausse de la part, en 2006-2008, du	
	Produit de base	Part du		Produit de base	Part du		Total des exportations de marchandises (1-3)	Total des exportations de produits de base (2-4)
		Total des exportations de marchandises (1)	Total des exportations de produits de base (2)		Total des exportations de marchandises (3)	Total des exportations de produits de base (4)		
Angola	333 – Pétrole brut	95,57	96,39	333 – Pétrole brut	89,34	89,62	6,23	6,76
Bénin	263 – Coton	46,08	53,60	263 – Coton	58,53	62,92	-12,45	-9,32
Burkina Faso	263 – Coton	31,62	57,92	263 – Coton	59,59	72,49	-27,98	-14,58
Burundi	971 – Or, à usage non monétaire	38,15	51,57	071 – Café et succédanés du café	62,95	63,62	-24,80	-12,05
Tchad	333 – Pétrole brut	61,13	63,79	263 – Coton	74,55	80,65	-13,41	-16,86
Guinée équatoriale	333 – Pétrole brut	84,76	88,56	333 – Pétrole brut	86,17	89,17	-1,42	-0,61
Guinée	285 – Minerais d'aluminium	60,11	70,16	285 – Minerais d'aluminium	51,51	66,29	8,61	3,87
Guinée-Bissau	057 – Fruits	98,43	98,90	333 – Pétrole brut	60,67	61,57	37,76	37,32
Libéria	231 – Caoutchouc naturel	21,01	55,48	247 – Bois bruts ou équarris	10,23	45,04	10,78	10,44
Malawi	121 – Tabacs bruts ou non fabriqués	59,07	66,81	121 – Tabacs bruts ou non fabriqués	59,67	67,12	-0,59	-0,31
Mali	971 – Or, à usage non monétaire	74,74	77,81	971 – Or, à usage non monétaire	65,52	69,32	9,22	8,48
Mauritanie	281 – Minerais de fer	52,14	53,86	281 – Minerais de fer	55,53	70,91	-3,38	-17,05
Mozambique	684 – Aluminium raffiné	58,81	64,51	684 – Aluminium raffiné	38,53	42,78	20,28	21,73

Pays	Produit de base	2006-2008		2000-2002			Hausse de la part, en 2006-2008, du	
		Part du		Part du			Total des exportations de marchandises (1-3)	Total des exportations de produits de base (2-4)
		Total des exportations de marchandises (1)	Total des exportations de produits de base (2)	Produit de base	Total des exportations de marchandises (3)	Total des exportations de produits de base (4)		
Niger	286 – Minerais d'uranium ou de thorium	50,15	57,44	286 – Minerais d'uranium ou de thorium	35,27	40,53	14,88	16,91
Soudan	334 – Huiles de pétrole	88,92	90,32	334 – Huiles de pétrole	63,75	70,36	25,17	19,96
Zambie	682 – Cuivre affiné	68,14	76,76	682 – Cuivre affiné	51,75	61,05	16,40	15,71
République démocratique populaire lao	682 – Cuivre affiné	38,16	50,78	248 – Bois simplement travaillés	21,34	45,92	16,82	4,87
Myanmar	343 – Gaz naturel brut	45,37	51,13	343 – Gaz naturel	17,95	27,31	27,43	23,82
Yémen	333 – Pétrole brut	80,40	83,91	333 – Pétrole brut	92,15	92,86	-11,75	-8,94
Comores	075 – Épices	63,95	99,97	075 – Épices	93,73	99,84	-29,78	0,14
Maldives	034 – Poissons frais, réfrigérés ou congelés	78,42	78,55	034 – Poissons frais réfrigérés ou congelés	24,99	42,76	53,42	35,80
Sao-Tomé-et-Principe	072 – Cacao	62,40	66,65	072 – Cacao	88,75	91,28	-26,35	-24,63
Îles Salomon	247 – Bois bruts ou équarris	66,73	70,06	247 – Bois bruts ou équarris	52,88	65,81	13,85	4,25

Source: Globstat (CNUCED). Données provenant du niveau des indicatifs à trois chiffres de la CTCI, Rev.3.

* En 2000, 2002 et 2008, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux > 70 % des huiles + huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.

47. En outre, les normes du secteur privé, dont l'action se conjugue avec le processus actuel de concentration des entreprises dans le secteur des produits de base, créent un pouvoir de marché asymétrique pour plusieurs chaînes de produits. Dans le cadre, en particulier, de chaînes agroalimentaires organisées selon une coordination verticale et déterminées par la demande, les normes du secteur privé sont devenues dans les faits des exigences impératives ayant des effets d'exclusion.

VI. Promotion des investissements et investissements étrangers directs (IED)

Flux

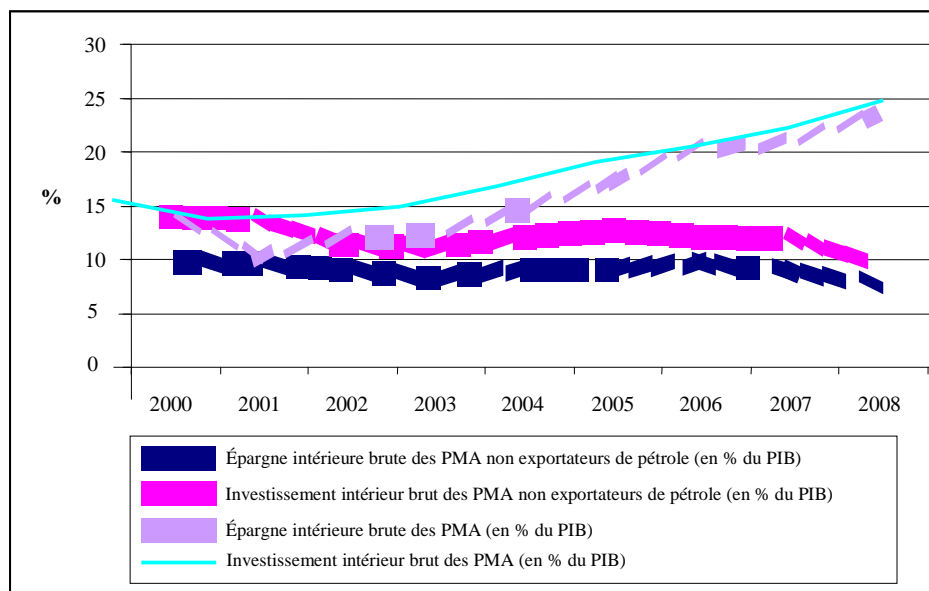
A. Tendence globale des investissements

48. Bien qu'entre 2000 et 2008, les PMA en tant que groupe aient connu une forte hausse de leur investissement intérieur brut (de 16,4 % à 24,8 % du PIB) en même temps qu'une amélioration de leur épargne intérieure brute (de 14,3 % à 24,2 % du PIB), leur formation brute de capital fixe, en proportion du PIB, a crû de 4 points, soit l'équivalent de la moitié de la hausse de l'investissement intérieur brut. Chaque fois qu'un lien a été mis en place entre exportation et investissement, l'investissement intérieur a progressé. Il semble toutefois qu'un tel lien n'ait fonctionné que pour les PMA exportateurs de pétrole (voir la figure 6.1).

Figure 6.1

Investissement et épargne intérieurs dans les PMA et les PMA non exportateurs de pétrole

(En pourcentage du PIB)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2010, en ligne.

49. Dans les années 2000, les PMA en tant que groupe ont très fortement réduit leur déficit en ressources (qui mesure leur dépendance à l'égard de l'épargne extérieure), le faisant passer de 7 % du PIB en 2000-2002 à 1,6 % en 2006. Toutefois, dans le même temps, certains des PMA les plus vulnérables ont accru leur dépendance à l'égard de cette

épargne pour financer l'investissement et la consommation intérieurs, comme le démontre la hausse de leur déficit en ressources. Ce constat suscite des interrogations concernant la viabilité future de la croissance des PMA non exportateurs de pétrole et de minéraux ainsi que l'effet réel sur l'investissement et l'épargne intérieurs des PMA tributaires des ressources naturelles.

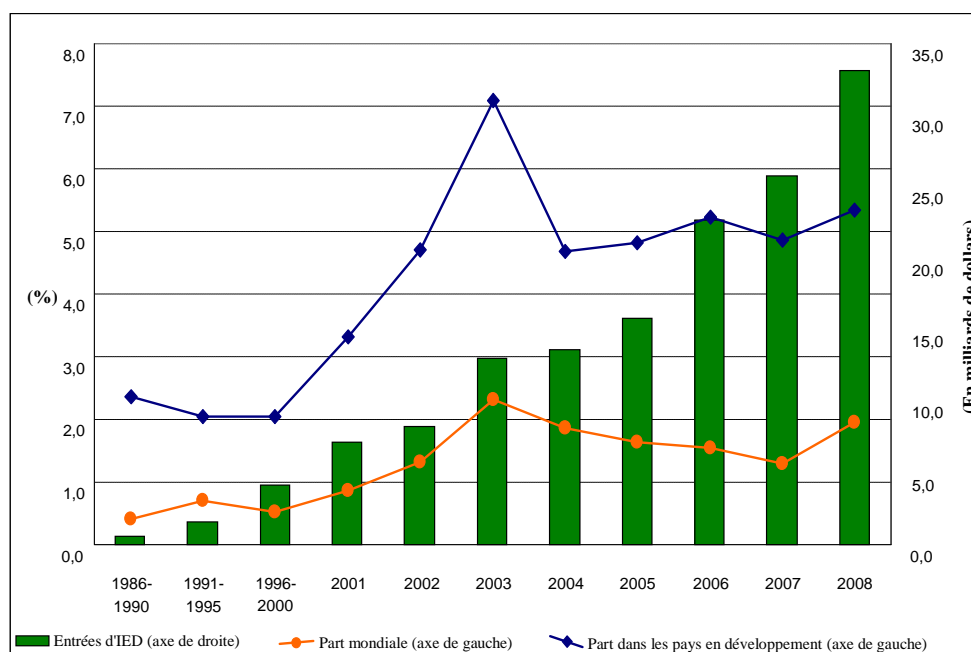
B. Les entrées d'IED

50. Depuis les années 80, les gouvernements des PMA appliquent des politiques dynamiques de promotion de l'investissement étranger qui ont conduit à une hausse des flux d'IED vers ces pays, lesquels ont crû de 25 % en rythme annuel pour s'établir à 33 milliards de dollars en 2008, comparativement à 7,1 milliards en 2001. Malgré cela, les flux d'IED à destination des PMA ne représentaient qu'un modeste 2 % du total mondial en 2008 (voir la figure 6.2).

Figure 6.2

Entrées d'IED dans les PMA et leur part dans les entrées mondiales et les entrées dans les pays en développement, 1986-2008

(En milliards de dollars et en pourcentage)



Source: Base de données IED/STN de la CNUCED.

51. Le mélange particulier de facteurs géographiques, historiques et structurels à l'œuvre dans les PMA, et notamment dans les PMA africains, a de tout temps attiré l'IED vers des enclaves de production primaire axée sur l'exportation. Ce type d'IED est en général plus volatil que l'IED destiné au secteur manufacturier; en outre, les entrées d'IED dans les PMA sont restées concentrées dans une poignée de pays (sept PMA attirant plus de la moitié du total des entrées d'IED dans les PMA en 2008).

52. Parallèlement, au cours des années 2000, les flux d'IED se sont concentrés essentiellement sur les industries extractives et l'investissement dans les pays d'Afrique exportateurs de pétrole représentant plus de 60 % des entrées totales. Pendant cette période, ils ont toutefois aussi été affectés à certains secteurs, tels que les produits alimentaires, les

boissons ou les tabacs, jugés importants par les investisseurs étrangers. Des secteurs de services à forte intensité de main-d'œuvre (transports, entreposage et communications ainsi qu'hôtels et restaurants) ont également attiré un haut niveau d'investissement.

53. En 2008, les flux d'IED ont surtout visé des projets entièrement nouveaux et des projets d'expansion dans le domaine de la prospection de gisements de métaux communs et de pétrole, en plus de certains investissements dans les infrastructures. Les grands projets d'IED dans les services ont pris essentiellement la forme de fusions et d'acquisitions. Parmi les composantes de l'investissement, les bénéfices réinvestis constituent une très grande part des entrées d'IED dans les pays exportateurs de ressources naturelles, en raison des engagements à long terme et des bénéfices assez confortables réalisés dans les activités extractives.

54. Bien que les pays développés aient été la principale source d'IED pour les PMA dans les années 2000, ces derniers ont également attiré de plus en plus d'IED en provenance de pays en développement tels que la Chine, l'Inde, la Malaisie ou l'Afrique du Sud, ou encore de la Fédération de Russie. Alors que les plus gros investisseurs chinois sont des entreprises publiques, les investisseurs privés chinois se sont aussi mis à jouer un rôle de plus en plus actif en Afrique. De plus, les investissements régionaux au sein de ce continent ont aussi augmenté ces derniers temps.

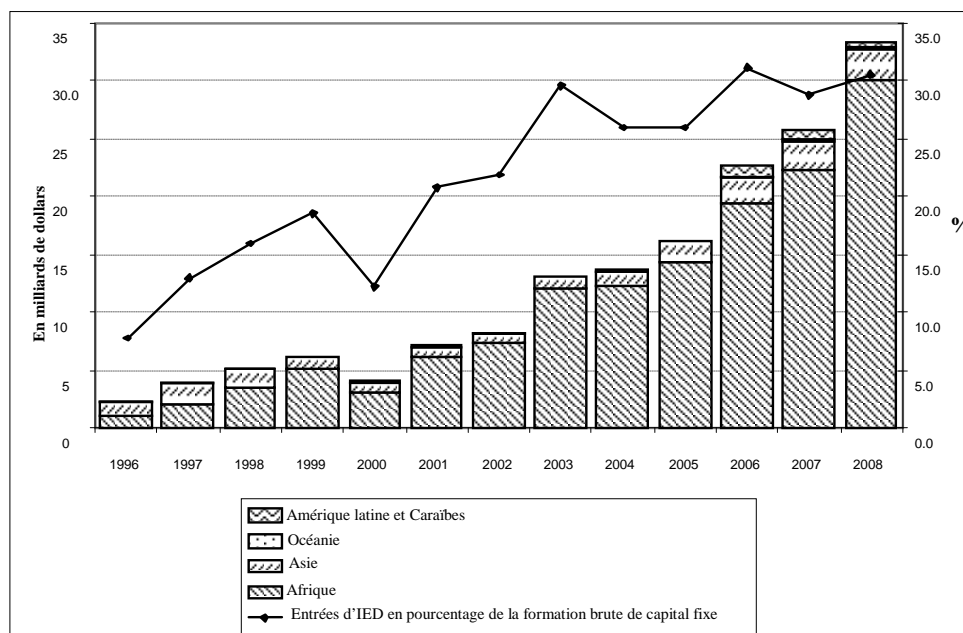
C. IED et investissement intérieur

55. Bien que la part des flux d'IED dans la formation brute de capital fixe soit allée croissant ces 15 dernières années pour s'établir à quelque 30 %, contre environ 12 % en 2000 (figure 6.3), les bénéfices provenant de l'IED qui sont rapatriés ont atteint des sommets, représentant des sorties de capitaux de 12,2 milliards de dollars en 2006. L'effet global net sur l'économie nationale est donc impossible à prévoir et risque d'être propre à chaque pays.

Figure 6.3

Entrées d'IED dans les PMA, 1996-2008

(En valeur et en pourcentage de la formation brute de capital fixe)



Source: Base de données IED/STN de la CNUCED.

56. On part généralement du principe que les filiales étrangères peuvent contribuer à la croissance des entreprises locales et de l'investissement intérieur (attraction) grâce à la création de liens verticaux avec ces entreprises ou de groupements sous-nationaux ou sous-régionaux d'activités interreliées. Or, les données dont on dispose¹⁰ sur l'effet d'attraction ne sont pas concluantes et pour que celui-ci se produise, il faut, en général, une grande part de formation intérieure de capital pour compenser l'éventuel effet d'«éviction». Les recherches menées par la CNUCED constatent que les IED ont un effet d'attraction sur l'investissement intérieur, c'est-à-dire qu'un dollar d'IED entraîne une augmentation de l'investissement de plus d'un dollar dans la plupart des PMA. Il y a toutefois des différences pour ce qui est de l'impact sur les PMA africains et asiatiques: alors que les effets neutres semblent prévaloir en Afrique, l'effet d'attraction prédomine dans les PMA asiatiques exportateurs de produits manufacturés.

57. Les effets de l'IED sur l'investissement intérieur étant différents selon ces deux groupes de pays, les stratégies de développement et les politiques d'investissement adoptées au niveau national, telles que les mesures renforçant les liens entre les filiales étrangères et les entreprises locales, devraient être coordonnées afin d'optimiser les synergies entre l'IED et l'investissement intérieur.

D. Perspectives d'avenir

58. Les flux d'IED vers les PMA risquent de diminuer à l'avenir à cause des moindres perspectives de rentabilité offertes par les STN pendant la reprise qui a fait suite à la crise financière mondiale et de la volatilité persistante de la demande globale de pétrole et de minéraux et des prix de ces produits. Dans ces circonstances, le recul des entrées d'IED dans les PMA en 2009 est très préoccupant.

59. Bien que la plupart des PMA se soient efforcés d'améliorer les conditions d'investissement au fil des ans, ils ne semblent pas avoir réussi à attirer l'IED vers les secteurs productifs. Certains pays africains producteurs de pétrole cherchent à améliorer leurs politiques afin d'établir des liens plus étroits avec l'économie nationale et, partant, de tirer un meilleur parti des IED dans l'industrie pétrolière. Même si de nombreux PMA ont accordé une plus grande attention aux mesures de politique générale aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral pour accroître leur capacité d'absorption des investissements grâce aux mesures d'intégration internationale qu'ils ont adoptées, il faut manifestement revoir le rôle de l'investissement intérieur.

¹⁰ Udomkerdmongkol M. et Morrissey O. (2008). Political regime, private investment and foreign direct investment in developing countries. Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement. Art. n° 2008/109.

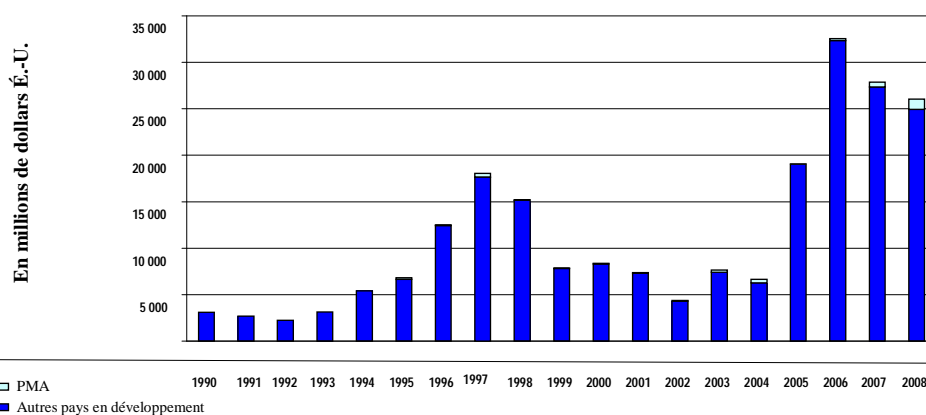
VII. Renforcer les capacités en vue d'accomplir des progrès structurels: infrastructures de transport; science, technologie et innovation (STI); technologies de l'information et de la communication (TIC)

A. Investissement dans les infrastructures de transport, la connectivité et l'électricité

60. La faiblesse de l'offre d'infrastructures, surtout commerciales, a été considérée comme l'un des principaux obstacles aux progrès structurels dans les PMA, notamment les PMA sans littoral. La part, réduite, des PMA dans les investissements réalisés par le secteur privé à l'échelle mondiale dans les infrastructures de transport entre les années 90 et les années 2000 a progressé, passant de 0,7 milliard de dollars (0,9 %) à 2,7 milliards de dollars (1,9 %) (voir la figure 7.1). Le nombre de projets réalisés dans les PMA a lui aussi augmenté, passant de 12 sur 337 (dans les années 90) à 31 sur 441 (dans les années 2000). Au cours de cette dernière décennie, les investissements dans les ports maritimes des PMA ont été multipliés par plus de 27, pour atteindre 1,8 milliard de dollars (5,4 %).

Figure 7.1

Investissement dans des projets d'infrastructures de transport, 1990-2008



Source: Secrétariat de la CNUCED, d'après des données provenant de la Banque mondiale et de la base de données du projet PPI (participation privée dans l'infrastructure) du Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé (PPIAF), <http://ppi.worldbank.org>.

61. Le tableau 7.1 montre que, selon l'indice de connectivité des transports maritimes réguliers de la CNUCED, les PMA font partie des pays les moins bien reliés parce que leurs volumes d'échanges nationaux sont en général faibles et que de faibles niveaux de développement rendent les ports moins intéressants pour le transbordement et les marchandises en transit. Toutefois, l'investissement dans les infrastructures portuaires et l'introduction d'opérations de secteur privé ont rendu les ports maritimes de plusieurs PMA plus attractifs comme ports d'escale pour les compagnies internationales de transports maritimes réguliers.

Tableau 7.1
Indice moyen de connectivité des transports maritimes réguliers, par groupes de pays, en 2009

	<i>Pays développés</i>	<i>Pays en transition</i>	<i>Pays en développement</i>	<i>PMA</i>	<i>Total</i>
Afrique			70	104	89
Asie	70	136	60	108	69
Europe	63	100			68
Amérique latine et Caraïbes	83		92	124	92
Amérique du Nord	86				86
Pacifique	79		92	132	103
Total	68	106	76	109	81,5

Source: Calculs de la CNUCED d'après des données fournies par Containerisation International Online.

62. Le nombre moyen d'entreprises de transport de conteneurs fournissant des services à partir et à destination des PMA représente un tiers de la moyenne mondiale, ce qui signifie que les importateurs et les exportateurs des PMA ont moins de choix pour s'assurer par contrat un service de transport maritime conteneurisé. Les données montrent qu'il y a une étroite corrélation entre, d'une part, un faible niveau de concurrence et, d'autre part, des taux de fret et des coûts de transaction avec l'étranger plus élevés. La moyenne mondiale, par pays, des liaisons directes offertes par des services de transports maritimes réguliers est restée stable entre 2006 et 2009 alors qu'elle a diminué de 20 % dans les PMA.

63. La disponibilité de l'alimentation en énergie est une condition préalable importante au développement. L'analyse de la CNUCED montre qu'il existe une étroite corrélation entre hausse de la production d'électricité et augmentation de la part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises. Cette constatation implique que l'infrastructure énergétique est aussi importante que l'infrastructure des transports pour le développement des échanges, la création d'emplois et la croissance économique¹¹.

B. STI

64. La mise en place de solides capacités en matière de STI dans les PMA est une condition préalable à la pérennité de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Dans les années 2000, les responsables politiques des PMA ont appliqué de plus en plus de politiques et de stratégies visant à renforcer les capacités dans ce domaine en tablant sur des transferts de technologie au sens classique, ce qui a donné des résultats mitigés. La CNUCED soutient que, pour inverser cette tendance, les politiques adoptées devraient reposer sur l'acquisition dynamique de connaissances technologiques (apprentissage technologique) par les entreprises locales et sur l'innovation commerciale, ce qui exige d'adopter la technologie existante et de l'adapter aux caractéristiques locales.

65. Les analyses faites à partir de six PMA sélectionnés ne révèlent aucune amélioration notable dans les capacités de ces pays en matière de STI au cours de la décennie écoulée. Par exemple, selon les données de l'UNESCO, les dépenses de recherche-développement

¹¹ CNUCED. *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés: Développer les capacités productives*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.06.II.D.9, New York et Genève.

(R-D), exprimées en proportion du PIB, ont soit diminué, soit légèrement augmenté, à partir d'un point de départ déjà bas et représentent moins de 0,5 % du PIB respectif de ces pays. Aucune tendance ne se dessine clairement à part le fait que les dépenses de R-D ont été insuffisantes. De surcroît, les PMA n'ont connu aucune amélioration de l'offre de scientifiques entre 1996 et 2006 alors que les chiffres ne varient guère.

66. Entre 2007 et 2009, la CNUCED a procédé à des examens des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation afin d'évaluer l'évolution de la situation locale dans trois PMA: l'Angola, le Lesotho et la Mauritanie. Ces examens ont confirmé la nécessité d'intégrer et d'adapter toutes les politiques aux stratégies nationales de développement. Les principaux obstacles à une meilleure capacité d'absorption technologique sont le manque de ressources, le caractère limité des courants de technologie au sein des partenariats public-privé, l'insuffisance de TIC et de personnel dans les institutions clefs, le manque d'établissements de formation technique ainsi que la fuite des cerveaux.

67. Les brevets constituent un bon indice de l'amélioration des capacités d'un pays dans le domaine de la science et de l'innovation. Or, selon les données de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique, au cours de la période comprise entre 1989 et 2008, seuls 32 brevets sur 3 millions provenaient de PMA et, au cours des cinq dernières années, pas plus de 9 sur 1 million.

C. TIC

68. Un meilleur accès aux TIC est l'une des avancées les plus positives qu'aient connue les PMA depuis dix ans. Les améliorations ont été particulièrement nettes en ce qui concerne la téléphonie mobile (voir le tableau 7.2). La transformation structurelle de ces pays aurait tout à gagner à ce que celle-ci et d'autres améliorations apportées dans le domaine des TIC soient davantage exploitées.

Tableau 7.2

Abonnements de téléphonie mobile, pour 100 habitants, dans les PMA, en 2000 et 2007
(Nombre de PMA ayant un certain niveau de pénétration)

<i>Nombre d'abonnements pour 100 habitants</i>	<i>2000</i>	<i>2007</i>
Inférieur à 1	41	2
1-10	7	14
10-30		28
Supérieur à 30		5
Données non disponibles	1	
Total	49	49

Source: Analyse par la CNUCED de données provenant de l'Union internationale des télécommunications, World Telecommunication/ICT Indicators database.

69. En Afrique et en Asie, les microentreprises du secteur de l'agriculture et de la pêche se servent maintenant du téléphone mobile pour obtenir des renseignements sur les conditions météorologiques et les prix du marché, pour acheter et vendre des intrants et pour négocier les prix. Tout récemment, le téléphone mobile est devenu un moyen de faire des transactions financières ou d'offrir une assurance, et il représente une source de revenus pour les petits vendeurs des pays en développement.

70. Toutefois, la fracture entre populations rurale et urbaine en termes d'accès aux TIC persiste puisque, dans certains PMA, moins de 1 % des foyers ruraux en bénéficie. Même

quand il existe une infrastructure dans ce domaine, son utilisation est souvent limitée par l'insuffisance des infrastructures d'appui (électricité).

71. D'après l'Union internationale des télécommunications, en 2009, le prix mensuel moyen du sous-panier «mobile cellulaire» représentait 5,7 % du revenu par habitant. Dans les pays développés, cette proportion était de 1,2 % et, dans les pays en développement, de 7,5 %.

72. Dans d'autres domaines, comme la téléphonie fixe, l'accès à Internet et le raccordement au haut débit, les PMA étaient encore, en 2008, très loin derrière d'autres pays. S'agissant de la téléphonie fixe, il y avait moins d'une ligne fixe pour 100 habitants. On dénombrait 24 utilisateurs d'Internet pour 1 000 habitants dans les PMA. Enfin, concernant le raccordement au haut débit, le taux de pénétration moyen mondial était environ 200 fois plus élevé que dans les PMA¹².

VIII. Apport d'aide étrangère et scénario de la dette

A. Tendances du courant d'aide

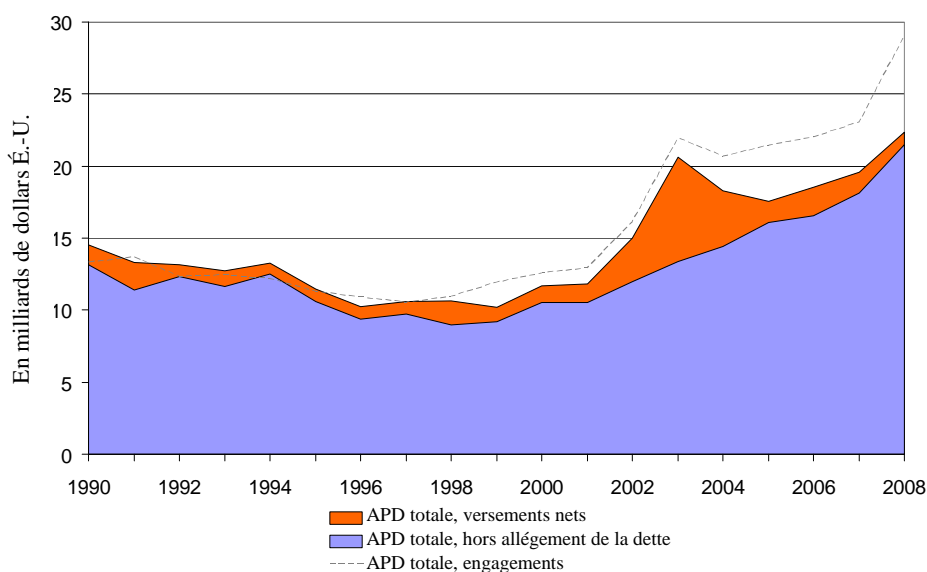
73. Les devises dont les PMA ont besoin pour importer des biens d'équipement (ainsi que d'autres formes de financement du développement) constituent un aspect important du financement des investissements visant à soutenir leur diversification et leur transformation structurelle. Le graphique 8.1 montre que malgré une augmentation régulière des flux d'aide publique au développement (APD) depuis 1998, que l'on inclue ou non l'allègement de la dette, le total des flux nets d'APD versés aux PMA est demeuré bien inférieur au niveau des engagements pris ces dix dernières années. En 2008, les versements publics nets, en termes réels, en faveur des PMA, hors allègement de la dette, s'élevaient à environ 21,5 milliards de dollars, contre quelque 10,5 milliards de dollars en 2000-2001. L'écart sans précédent enregistré en 2008 entre l'APD réelle, les engagements pris dans ce domaine et l'aide effectivement versée (6,7 milliards de dollars) est le reflet de l'impact de la crise financière sur les comptes financiers des donateurs. Un tel écart, qui risque de se reproduire en 2009, pourrait aussi nuire à l'équilibre budgétaire des PMA exportateurs de produits agricoles qui sont tributaires de l'aide, pour qui les versements nets réels d'APD représentaient un cinquième du PIB pendant la période 2006-2008.

74. Il convient de mettre en rapport l'augmentation des apports d'APD aux PMA et le rythme auquel les réserves internationales ont crû¹³ (de 15 milliards de dollars en 2000 à 43 milliards de dollars en 2006), ce qui a réduit les ressources extérieures disponibles pour les capacités productives et les changements structurels.

¹² CNUCED (2009). *Information Economy Report 2009: Trends and Outlook in Turbulent Times*. Publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.D.18, New York et Genève.

¹³ CNUCED (2008).

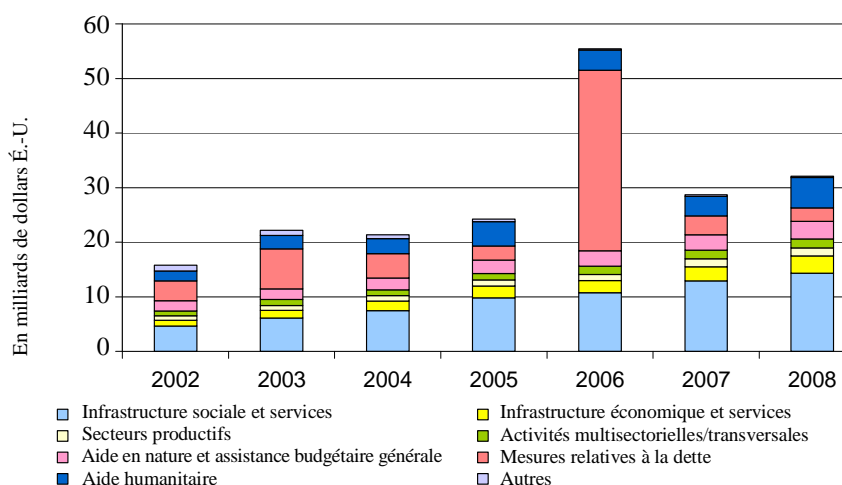
Graphique 8.1
APD versée aux PMA et allègement de la dette
 (Versements, en dollars É.-U. constants de 2007)



Source: OCDE.

75. Le rôle de l'aide dans le développement, sous forme de renforcement des capacités productives, de création d'emplois, d'augmentation de la valeur ajoutée nationale et de contribution aux changements structurels, semble avoir été négligé au profit de l'accent excessif mis sur les dépenses sociales dans les PMA (voir le graphique 8.2). En 2008, la part des versements destinés à l'infrastructure économique et aux secteurs productifs était de 19 %, contre quelque 43 % pour l'infrastructure sociale et les services. Or, pour parvenir à opérer une transformation structurelle, toute hausse de l'APD destinée à l'infrastructure sociale et aux services doit s'accompagner d'une hausse analogue en faveur de l'infrastructure économique et des secteurs productifs.

Graphique 8.2
Composition de l'APD versée aux PMA
 (Versements nets, en dollars É.-U. constants de 2007)



Source: OCDE.

76. Bien que la dépendance à l'égard de l'aide soit encore forte dans les PMA par rapport aux autres pays (graphique 8.3), la tendance générale affichée récemment par les premiers est encourageante (tableau 8.1). Les chiffres agrégés masquent les différences de taille qui existent au sein de ce groupe: les pays privilégiant dorénavant les activités manufacturières sont devenus moins dépendants de cette aide, qui ne représente qu'environ 3 % de leur PIB, alors que les PMA exportateurs de produits agricoles et de minéraux ont vu cette dépendance s'accroître au cours de la décennie écoulée, l'APD comptant pour quelque 20 % de leur PIB. Selon les prévisions, le rapport APD nette/RNB (revenu national brut) devrait, pour ce groupe, reculer en 2008, passant de 10,5 % (1990-1999) à environ 7,9 %. C'est dans les PMA africains que cette tendance à la baisse demeure le plus perceptible.

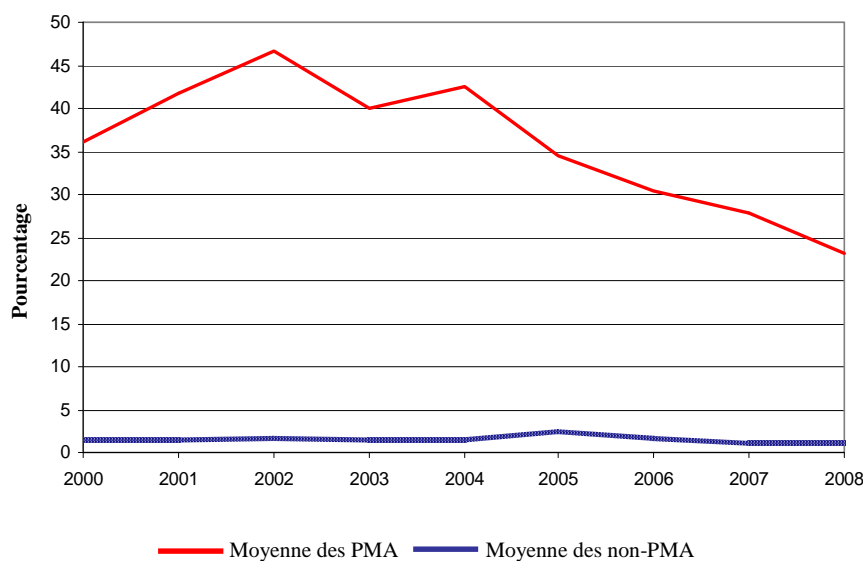
Tableau 8.1

ADP nette en pourcentage du RNB

	Période			
	1990-1999	2000-2005	2007	2008 (projection)
PMA	10,5	9,7	8,3	7,9
PMA africains	13,3	12,8	9,4	8,5
PMA asiatiques	6,0	5,2	5,9	6,5
PMA insulaires	15,2	17,9	14,8	12,7

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, en ligne.

Graphique 8.3

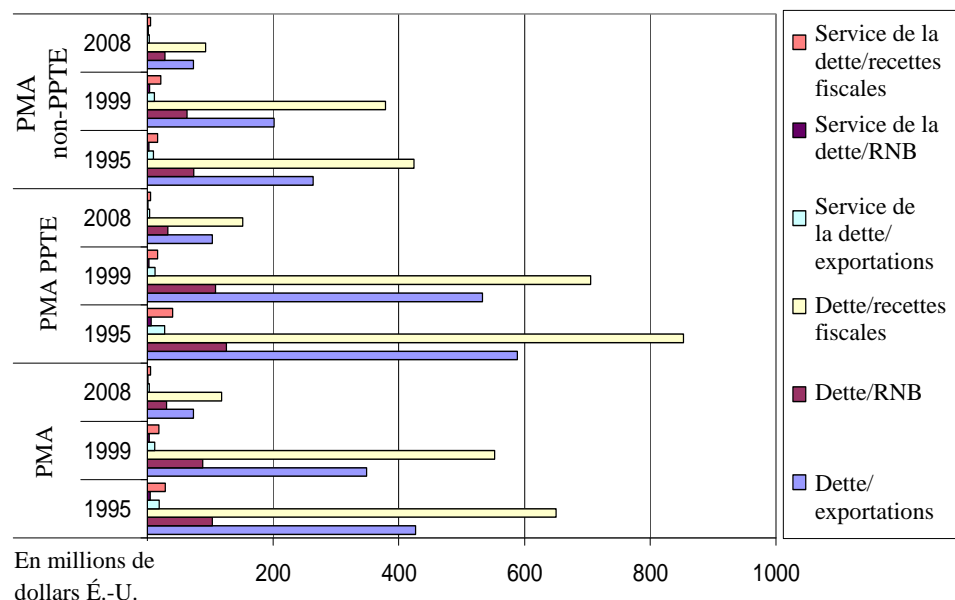
PMA et non-PMA: part de l'aide dans les dépenses publiques**B. Scénario de la dette**

77. Trente et un PMA sont des pays pauvres très endettés (PPTE). Des réductions de l'encours de la dette, conjuguées à l'initiative PPTE, aux initiatives multilatérales de réduction de la dette et à la croissance internationale vigoureuse des années précédentes, ont entraîné une majoration très nette des indicateurs de la dette entre 2003 et 2007 pour les pays en développement en général et les PMA en particulier. Le graphique 8.4 montre en

effet un redressement de tous les indicateurs relatifs à la dette des PMA en tant que groupe et des PMA PPTE en particulier (service de la dette/recettes fiscales, service de la dette/RNB, service de la dette/exportations, dette/recettes fiscales, dette/RNB et dette/exportations).

Graphique 8.4

Indicateurs de la dette pour les PMA, les PMA PPTE et les PMA non-PPTE

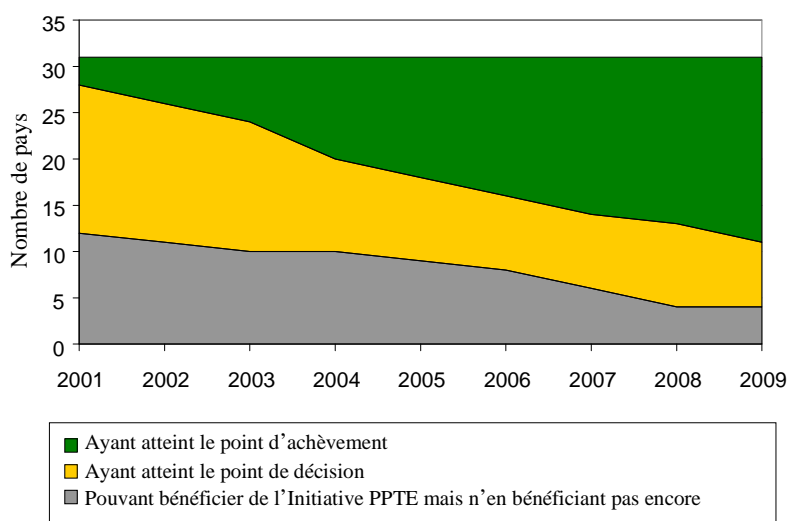


Source: Indicateurs du développement de la Banque mondiale.

78. Par ailleurs, le nombre de PME qui ont atteint le point d'achèvement et bénéficient d'une annulation de leur dette n'a cessé de croître depuis dix ans (voir le graphique 8.5), ce qui a contribué au redressement des indicateurs de leur dette. Certains PMA ont vu une amélioration spectaculaire desdits indicateurs dans les années 2000: le Mozambique, la Sierra Leone et la Zambie, par exemple, ont réussi à ramener l'encours de leur dette extérieure, exprimé en pourcentage du RNB, de plus de 180 % en 2000 à moins de 45 % en 2007.

Graphique 8.5

Statut des PMA PPTE au fil du temps



C. La crise: courant d'aide et dette

79. Les PPTE sont touchés de plusieurs façons par la crise économique et financière mondiale. Les pays qui avaient atteint le point d'achèvement se trouvent aux prises avec un déficit courant de 8 % de leur RNB en moyenne, et le déficit courant moyen des pays qui ont atteint ou presque atteint le point de décision dépasse 10 % de leur RNB. Selon le FMI, le nombre de pays à faible revenu, des PMA pour la plupart, qui souffrent d'une grande vulnérabilité liée à l'endettement reste élevé. Les perspectives relativement stables de la dette de ces pays reposent sur l'hypothèse centrale selon laquelle la crise ne nuirait pas, à long terme, à la croissance économique. Il faut donc un accès continu et de plus en plus large à des ressources financières à des conditions très favorables pour préserver la viabilité de la dette au-delà du point d'achèvement.

IX. Observations finales

80. La croissance économique mondiale enregistrée entre 2001 et 2008 a permis à de nombreux pays en développement, surtout des PMA, de se maintenir à flot. Nombre d'entre eux ont connu une croissance économique solide dans un contexte de relative stabilité macroéconomique marqué par une faible inflation et l'amélioration du solde de leurs ressources, notamment des apports d'IED et d'APD soutenus. Dans la plupart des PMA, il est toutefois douteux que ces résultats soient dus à des progrès structurels (porteurs de dynamisme et irréversibles). Pendant cette période, ce groupe a subi de plein fouet les effets des crises alimentaire et énergétique, ce qui a eu une incidence sur leur balance commerciale, mais ils ont mieux résisté à la crise financière que d'autres pays en développement. Dans l'ensemble, les occasions et les risques imputables aux forces de la mondialisation ont entraîné, pour les PMA, une part plus importante de risques sur l'étranger sans qu'il y ait, pour la grande majorité d'entre eux, convergence avec des pays plus avancés.

81. La position marginale qu'occupent les PMA dans les investissements, les échanges et les revenus mondiaux est restée peu ou prou inchangée. Les quelques améliorations enregistrées ne peuvent dissimuler les faiblesses structurelles qu'affichent ces pays, dont la majorité est encore très loin de satisfaire aux critères de sortie de la catégorie des PMA et d'atteindre les OMD. La plupart des PMA n'ont pas connu de progrès structurels car ils n'ont pas su saisir les occasions qui s'offraient de renforcer leurs capacités et de pousser plus loin la spécialisation économique. Dans le même temps, le développement des infrastructures et les capacités scientifiques et techniques dont ils disposaient n'étaient notamment pas suffisants pour leur permettre de s'élever dans les chaînes de valeur internationales correspondantes.

82. Pour accélérer les progrès structurels et, dans certains cas, inverser le processus de désindustrialisation, il faut revoir les politiques de développement adoptées par les PMA et leurs partenaires de développement, surtout à la lumière des enseignements tirés des récentes crises mondiales. Les PMA devraient appliquer un mélange de mesures macroéconomiques, commerciales et d'investissement empreintes de prudence et de stratégie pour parvenir à un équilibre entre réformes des marchés et interventions des pouvoirs publics. Cela suppose, concrètement, la mise en place d'un cadre macroéconomique qui facilite les progrès structurels prévoyant un recours actif aux dépenses publiques, à la politique monétaire et à la gestion des taux de change. Des interventions stratégiques devront être faites par le biais des politiques commerciale et d'investissement pour orienter l'IED et les autres ressources extérieures vers un renforcement des capacités productives qui soit une passerelle vers l'emploi. Vu la diversité croissante des besoins des PMA, une nouvelle génération de mesures internationales

d'appui est souhaitable, notamment dans des domaines comme le développement des infrastructures ou les capacités technologiques. Cette approche suppose l'instauration d'un fonds d'investissement sectoriel et de mesures d'adaptation particulières telles que des moratoires sur la dette.



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
8 juin 2010
Français
Original: anglais et français
seulement

Conseil du commerce et du développement

Quarante-neuvième réunion directive

Genève, 8 et 9 juin 2010

Point 2 a) de l'ordre du jour provisoire

**Suivi de la troisième Conférence des Nations Unies sur les
pays les moins avancés (PMA) et préparatifs de la quatrième
Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés:
Les principaux défis pour le développement des PMA**

**Examen des résultats obtenus par les pays les moins avancés en termes
de progrès structurels**

Note du secrétariat de la CNUCED

Rectificatif

1. Paragraphe 25

À l'alinéa *a*, remplacer «Six pays» par «Sept pays».

À l'alinéa *e*, remplacer «(Bangladesh, Cambodge et Lesotho)» par «(Bangladesh, Cambodge, Lesotho et Népal)».